



CARNET DE
PLANÈTE
PLURIELLE

UNE APPROCHE SOCIÉTALE
UNE DIMENSION INTERCULTURELLE

ÉLARGISSEMENT
DU TRONC
COMMUN EN
DÉBAT ET EN
QUESTION

DES SINGULARITÉS POUR
UNE CITOYENNETÉ PLURIELLE

ACTE 1

ÉLARGISSEMENT DU TRONC COMMUN EN DÉBAT ET EN QUESTION

SOMMAIRE

- 3** Édito
- 5** Élargissement du tronc commun
Approches, lectures et positionnements
- 17** Tronc commun
Hiérarchisation, valorisation et
choix de société
- 28** Prescrit citoyen et exigence de
l'entreprise en balance

ÉDITO

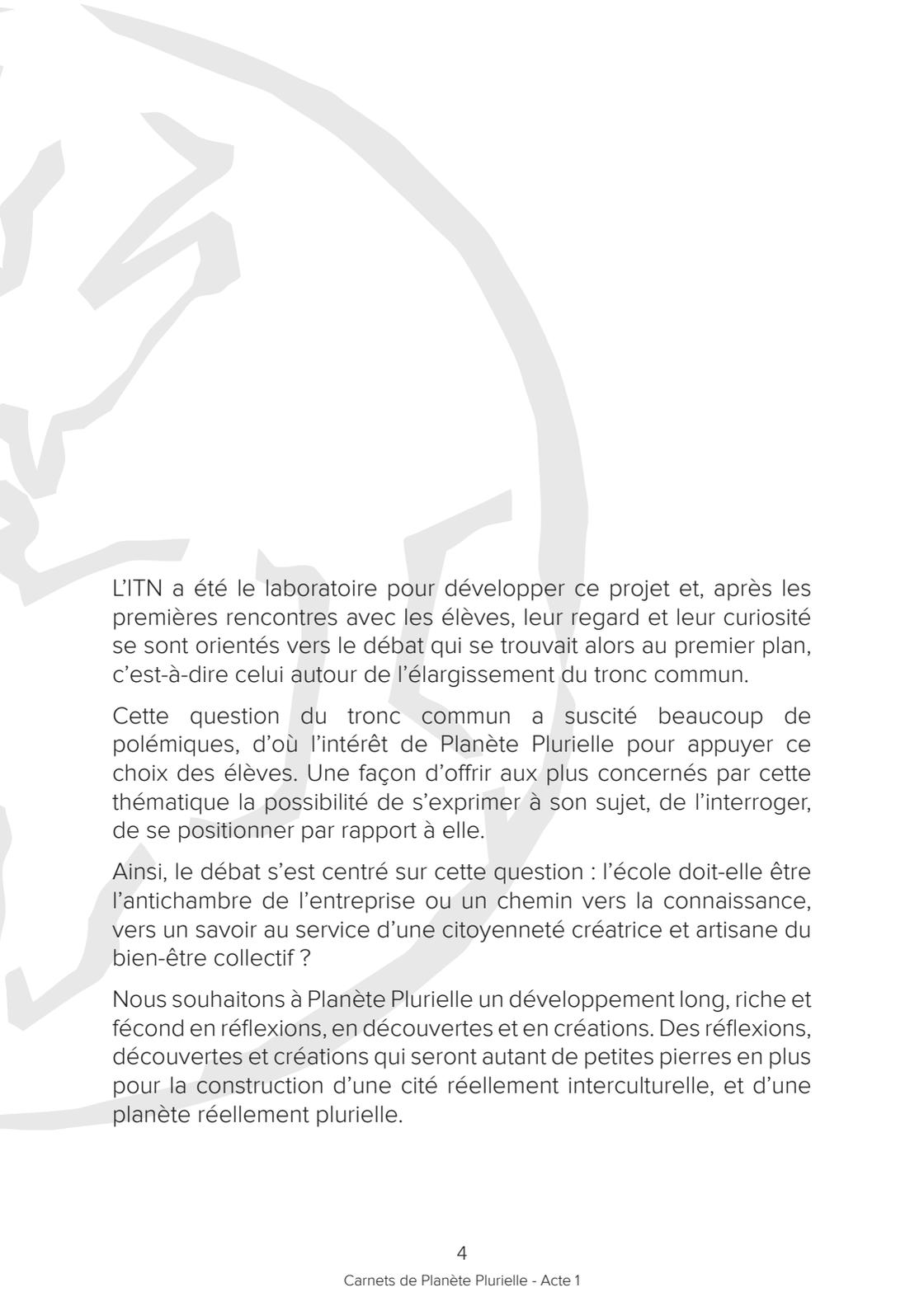
Des millions de planètes...

Les jeunes, la diversité et les médias... Des rapports essentiels, de nombreux enjeux, et même de grands défis... Pour contribuer à y répondre, Carrefour des Cultures propose « Planète Plurielle ». L'initiative met en mouvement un public jeune et diversifié, pour réfléchir autour de l'interculturalité, des singularités qui composent nos sociétés, et pour produire ensemble différents médias. Il s'agit d'éveiller les capacités d'analyse des jeunes, leur ouverture à l'autre, la visibilité de leurs projets et positionnements sociétaux ; et aussi de développer chez eux des compétences en matière de création médiatique. Une manière, de contribuer à l'introduction d'un peu plus de diversité dans l'univers médiatique.

En effet, notre conviction, à Carrefour des Cultures, est que la société ne peut être suffisamment vivante et dynamique – mais aussi démocratique – que par la participation de toutes les cultures et diversités qui la composent.

Ce sont donc ces idées et réflexions qui fondent Planète Plurielle. Le projet s'adresse à différents espaces – écoles, maisons de jeunes, organisations de jeunesse,...

« Planète Plurielle » a élu l'école comme espace, l'élève et l'intervenant scolaire comme acteurs pour penser et interroger la diversité dans l'enseignement.



L'ITN a été le laboratoire pour développer ce projet et, après les premières rencontres avec les élèves, leur regard et leur curiosité se sont orientés vers le débat qui se trouvait alors au premier plan, c'est-à-dire celui autour de l'élargissement du tronc commun.

Cette question du tronc commun a suscité beaucoup de polémiques, d'où l'intérêt de Planète Plurielle pour appuyer ce choix des élèves. Une façon d'offrir aux plus concernés par cette thématique la possibilité de s'exprimer à son sujet, de l'interroger, de se positionner par rapport à elle.

Ainsi, le débat s'est centré sur cette question : l'école doit-elle être l'antichambre de l'entreprise ou un chemin vers la connaissance, vers un savoir au service d'une citoyenneté créatrice et artisanne du bien-être collectif ?

Nous souhaitons à Planète Plurielle un développement long, riche et fécond en réflexions, en découvertes et en créations. Des réflexions, découvertes et créations qui seront autant de petites pierres en plus pour la construction d'une cité réellement interculturelle, et d'une planète réellement plurielle.

ÉLARGISSEMENT DU TRONC COMMUN

APPROCHES, LECTURES ET POSITIONNEMENTS

La question de l'élargissement du tronc commun suscite d'importants débats politiques. Pour les uns, cet élargissement conduirait à moins d'inégalité au sein des différentes filières de formation, et permettrait des choix d'orientation plus réfléchis, de la part du jeune. Pour les autres, le processus se ferait au détriment d'un apprentissage en vue d'une vraie insertion dans le monde du travail.

Tout cela soulève d'importantes questions : l'école doit-elle former un citoyen ou un travailleur au service des entreprises ? Quelles sont les réelles raisons des divisions du monde politique sur cette question ? Clivages gauche / droite ? Ou scission entre, d'une part, utopistes pour lesquels la création du citoyen actif et responsable passerait en priorité et, d'autre part, ceux qui voudraient d'une société produisant avant tout de la main-d'œuvre pour le marché ? Pour tenter d'éclaircir ces interrogations, nous avons rencontré une série d'acteurs politiques.





MARIE-MARTINE SCHYNS,
Ministre de l'enseignement (CDH)

EXPRESSIONS ET POSITIONNEMENTS

Le tronc commun vise à diversifier les savoirs et les pratiques dès le primaire. Sans négliger les compétences de base, l'élargissement du tronc commun permettra de s'ouvrir sur d'autres compétences, des compétences nouvelles et transversales, qui permettront à l'élève d'acquérir de nouveaux savoirs, savoir-faire et savoir-être.

Ce travail doit se faire parallèlement à une revalorisation des filières technique et professionnelle. Cela passera par différentes mesures: revalorisation en termes de moyen, ouverture des écoles primaires à la découverte des métiers manuels...

Il est important de rappeler le rôle premier de l'école.

Le décret « Mission », qui fonde notre système scolaire, stipule que l'objectif premier de l'école est la formation du citoyen.

Aujourd'hui l'école fonctionne encore très souvent en termes de « logicoverbal » (intelligence logique et verbale). C'est-à-dire, que l'enseignement se focalise sur deux grands apprentissages: les mathématiques et le français.

Il faut laisser une place à la créativité, la technique, le numérique, l'artistique, le sensoriel, ... L'enseignement doit devenir pluriel.



L'école doit former des citoyens responsables et capables d'être autonomes dans leur vie future, d'être les acteurs de demain.

Cette mission n'est pas facile à réaliser, dans la mesure où il faut pouvoir lier l'apprentissage de compétences techniques à la formation à la citoyenneté.

En tant que responsable de la mesure, j'insiste sur le fait qu'il



TOUT AUTRE ECOLE

ne faut pas être figés, nous sommes disposés à repenser, à reconsidérer certains aspects liés à l'allongement en question.

Il faudra bien évaluer le positif comme les freins qu'il peut engendrer.

L'expertise du monde du travail nous intéresse également. L'entreprise exprime souvent l'idée

que le jeune arrive avec une formation déficiente, lors de l'engagement. Le tronc commun prévoit trois années de formation au métier, accompagnées de trois années de formation de bases générales et solides. L'entrée du jeune sur le marché du travail sera ainsi plus appréciée.





WILLY BORSUS,
Ministre-Président du Gouvernement Wallon (MR)

EXPRESSIONS ET POSITIONNEMENTS

Ma conviction est très enracinée et j'estime que ce n'est pas en allongeant la période où « on sera ensemble à faire la même chose » et en obligeant un certain nombre à faire artificiellement ce qu'il ne souhaite absolument pas faire, le plus souvent au détriment de l'ensemble, qu'on va répondre à la situation.

Concernant l'élargissement du tronc commun, j'y suis opposé et je pense que le fait que nous soyons divisés est normal : nous avons des visions et des convictions différentes.

Si l'idée est de développer, en plus des compétences techniques, certaines autres compétences, on peut le faire dans le cursus scolaire, ou juste au sortir de celui-ci, juste

au début de la carrière. Je n'y suis pas opposé, mais n'allongeons pas systématiquement l'ensemble de l'enseignement obligatoire.

Dans la même optique, gardons à l'esprit que notre objectif commun est sociétal. La richesse d'une société est que les gens sentent qu'ils construisent ensemble, qu'ils font vivre la société. Et c'est en ce sens que l'école doit clarifier les objectifs : permettre de décortiquer l'actualité, permettre aux gens de faire leurs choix, de s'exprimer, de s'engager en tant que citoyens responsables, c'est vraiment essentiel.

Cela dit, une école qui est déconnectée du marché du travail est une chose très nuisible car, qu'on le veuille ou non, l'institution scolaire doit aussi former de manière à ce qu'on puisse trouver une fonction sur ce marché, afin de pouvoir s'intégrer.



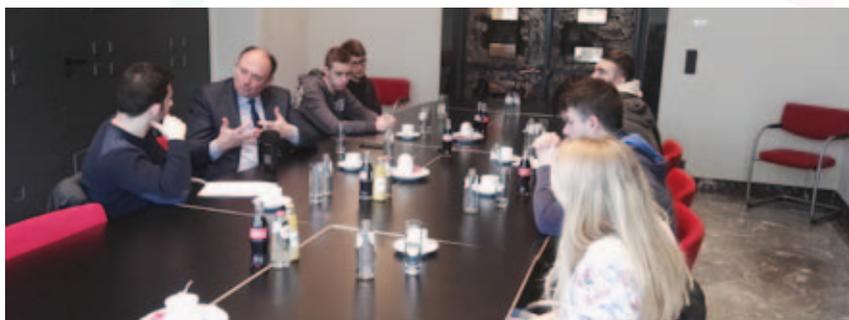
L'école doit être en phase avec les enjeux de société. Elle doit expliquer ces enjeux, permettre aux uns et aux autres de se réaliser personnellement, de se mettre en situation, de pouvoir apprendre ou apprendre à apprendre, et elle doit aussi permettre aux gens d'être formés comme citoyens. C'est-à-dire d'être informés de façon large, pluraliste, d'une manière la plus objective possible sur les enjeux de la société qui nous entoure.

Si ce n'est pas l'école qui nous forme, il n'y aura pas beaucoup d'autres lieux où l'on va pouvoir obtenir ces possibilités de devenir



citoyens avertis tout d'abord, attentifs, peut-être engagés, peut-être actifs.

L'école doit donc réussir cette addition, qui n'est pas simple, de former avec des perspectives à la fois professionnelles et citoyennes.





EXPRESSIONS ET POSITIONNEMENTS

JEAN-CHARLES LUPERTO,
Député-bourgmestre de Sambreville (PS)

Notre système scolaire est reconnu comme reproduisant les inégalités. Il trie, classe, hiérarchise et recourt au redoublement. Nos établissements orientent parfois trop précocement les élèves.

Il est inutile de nier la connotation péjorative que certaines filières dites de relégations peuvent avoir. Le fait de ne pas réussir dans la filière générale et de redescendre de stade en stade, jusqu'à l'arrivée en professionnel, ne peut plus être la solution.

Le tronc commun tente de combattre cette dévalorisation de certaines filières. Faire le choix du technique par ambition et suite à un choix réfléchi valorise la filière, ce choix lui donne un certain prestige. Ce n'est que suite à un apprentissage commun de trois ans que le jeune décide de se diriger vers telle ou telle filière.

Par ailleurs, l'école doit rester consciente qu'elle ne doit pas seulement former des gens aux connaissances techniques ou théoriques, et qu'elle doit aussi et surtout former des citoyens qui réfléchissent, qui analysent, qui n'acceptent pas tout : des citoyens actifs et responsables, qui mettent les choses en perspective au quotidien.

L'école n'est pas là pour « servir la soupe au marché ». Les employeurs ont leurs réalités, l'école a les siennes.

D'ailleurs, l'entreprise est assez claire, par rapport au tronc commun et au pacte d'excellence. Elle les souhaite, parce que, si elle veut de

futurs travailleurs qui soient bien formés, elle veut également des citoyens capables de s'adapter et capables de maîtriser certaines situations.

Ce qui divise aujourd'hui le monde politique, c'est l'allongement du tronc commun. Ce n'est pas le tronc commun. Chacun a toujours considéré que le tronc commun était une question pertinente.

Les approches sont un peu variables. Il y a ceux qui considèrent que l'allongement permet plus d'égalité, plus d'orientations positives, plus d'apprentissages de base, plus de citoyenneté et moins de relégations. Et il y a ceux qui se demandent si c'est ça la bonne solution et qui, globalement, considèrent que choisir une filière plus tôt est préférable.

Ma formation politique considère qu'emmener un groupe plus loin dans sa diversité pour apprendre des savoirs communs et partagés dans le but de former le citoyen plutôt que le travailleur doit être

l'objectif premier de l'école. C'est ça la réforme, en fait, et elle est assez largement partagée par tous les acteurs de l'enseignement qui ont collaboré à la réflexion autour du pacte.



Certains considèrent que répondre aux besoins de l'entreprise le plus tôt possible est essentiel. Ils sont davantage orientés vers la réalité du marché que de celle de la société. Il s'agit d'une vision, d'une façon d'aborder le monde. Ma vision du monde est donc que l'école soit avant tout au service de la société et non au service de l'entreprise. Ce n'est pas au bien-être de l'entreprise que je souhaite penser en priorité quand je parle de l'école mais d'abord à celui de la société et des citoyens qui la composent.





MAXIME PRÉVOT,
Bourgmestre de Namur (CDH)

EXPRESSIONS ET POSITIONNEMENTS

Tout élève a des difficultés à s'orienter, s'il manque d'une certaine maturité, d'une bonne connaissance de soi. Avoir l'occasion de poser ce choix un peu plus tard peut donner aux

Il faut avoir le temps d'apprendre la méthodologie, pour le passage en secondaire. En effet, après ce passage, on demande une débrouillardise, un développement d'une méthodologie individuelle.

L'école ne doit certainement pas être de la « chair à canon » pour les entreprises, mais elle forme, néanmoins, adéquatement les jeunes aux besoins de ces acteurs économiques, tout en développant l'esprit critique, l'esprit citoyen, l'esprit civique.



jeunes l'occasion de mieux repérer les matières avec lesquelles ils ont une affinité et celles avec lesquelles ils en ont moins.

Il y a donc l'enjeu de la maturité du jeune, mais également un double objectif : éviter de « reléguer » vers les filières professionnelles et techniques et, en même temps, éviter que les jeunes restent dans l'enseignement général non par motivation pour celui-ci, mais simplement parce qu'on a oublié de les éveiller à l'intérêt du technique ou du professionnel.



S'agissant du positionnement de l'école entre l'apprentissage citoyen et la formation à un métier, il est vrai que cette institution doit former à la chose publique.



L'enseignant a pour vocation d'instruire et il est sain qu'on ait développé des cours de citoyenneté. Il est appréciable que l'école éveille à la question de la gestion publique, mais ce n'est pas son rôle exclusif et ce serait un

bien mauvais procès de considérer qu'elle ne le fait pas suffisamment.

Cela dit, Il est un peu caricatural de présenter « une école au service des entreprises » : cette idée donne l'impression que les entreprises avilissent les élèves, qu'elles décident du cursus et que les jeunes sont considérés comme de la « chair à canon ».

La vocation de l'école est de rencontrer le double objectif énoncé. Avant tout, elle doit donner aux élèves les outils nécessaires à l'engagement citoyen. Mais il faut aussi que les profils des jeunes qui sortent de l'école soient plus en phase avec ceux que cherchent les entreprises.





THIERRY WARMOES,
*Président du PTB pour les provinces
de Namur et du Luxembourg*

Il faudrait que l'école devienne un lieu d'expérience citoyenne, une passerelle socialisante. Ainsi, l'élève devient un citoyen apte à comprendre le monde et pas seulement un individu capable d'exercer un métier.



La dimension polytechnique est un autre point que nous trouvons intéressant. Nous sommes en accord avec le fait que tous les élèves apprennent des savoirs et de la technique. Cette question et celle des formations en lien avec

le monde de l'entreprise devraient être éclaircies, au sein du pacte d'excellence.

Il faut garder à l'idée que l'enseignement technique et professionnel sont dénigrés parce qu'ils sont utilisés comme des filières de relégation.

Cette pratique existe parce qu'il n'y a pas assez de moyens et que l'on ne possède pas la capacité d'aider, d'accompagner chaque élève comme il se doit.

Dans l'enseignement professionnel, les matières enseignées dans le général sont fortement réduites. Il serait utile que la formation générale ait plus d'importance, dans les filières professionnelles. L'apprentissage citoyen, de la philosophie, des

matières sociales, économiques ou politiques doit être un droit pour tous.

Des citoyens capables d'avoir un esprit critique, les entreprises n'en ont pas besoin. Mais l'individu doit avoir une vision plus critique de la société.

Il faut être impérativement contre la tendance actuelle qui dit que l'institution scolaire doit former à la mesure des entreprises. Cette situation pourrait permettre à celles-ci de dicter les programmes scolaires.

De plus, dans notre société néolibérale, les entreprises ne consacrent plus de moyens à la formation des personnes qu'elles

engagent. Elles veulent une main-d'œuvre qualifiée selon leurs besoins. Ces besoins évoluant avec le temps, les entreprises font évoluer leur demande de main-d'œuvre également, et licencient les individus.



Dans ce sens, la volonté d'élargir le tronc commun s'oppose à une vision plus libérale de la société, où l'on voit l'école uniquement comme une machine à produire de la main-d'œuvre qualifiée. Le tronc commun est donc un outil qui permet de combattre les inégalités.

UNE SYNTHÈSE

Plusieurs aspects de la question de l'élargissement du tronc commun ont été abordés par les politiques rencontrés. Pour la plupart des intervenants interrogés, le projet d'élargissement est une bonne chose, dans la mesure où il devrait permettre à chaque élève d'acquérir un socle de base de connaissances, de savoir-faire et de savoir-être communs. Ce qui devrait conduire à moins d'inégalité au sein des différentes filières de formation, et aussi aider le jeune à réaliser des choix d'orientation plus réfléchis.

Selon certains, cependant, l'allongement du tronc commun jusqu'à 16 ans poserait problème surtout pour les élèves qui souhaiteraient se former à un métier rapidement.

En même temps, tous sont d'accord sur l'idée que le rôle principal de l'école est de former un citoyen critique et responsable – et ce, avant de faire le lien avec l'entreprise. Mais plusieurs idées convergent pour dire que l'entreprise doit jouer un rôle important à travers des partenariats avec l'école.



TRONC COMMUN

HIÉRARCHISATION, VALORISATION ET CHOIX DE SOCIÉTÉ

Le choix de la problématique : débats et réflexions autour de l'élargissement du tronc commun développé dans le projet Planète Plurielle, a été celui des élèves.

Ainsi, l'occasion fut propice pour approcher leur regard et leurs interrogations et relire avec eux les différentes positions autour de ce débat qui pousse les portes des écoles sans prévenir.

Intervenants scolaires et écoles restent les acteurs et les sujets les plus concernés face à cette question. Il est clair que leurs expressions et la spécificité des réponses qu'ils peuvent apporter suite aux éventuelles réformes de l'enseignement sont bien fondées.

La hiérarchisation entre les filières d'enseignement et la dévalorisation de certaines d'entre elles, le lien entre l'école et la société, la dimension citoyenne dans les établissements scolaires, ... Un ensemble de thématiques qui incite une participation responsable des élèves et des intervenants scolaires.



ÉLÈVES/INTERVENANTS SCOLAIRES REGARDS CROISÉS

BENJAMIN MORIAMÉ,

Enseignant à l'Institut Saint-Joseph de Jambes

Quand on parle de dévalorisation, dans le domaine scolaire, on pense en général aux filières professionnelles ou techniques. J'espère, tant pour les élèves qui passent du général en technique ou professionnel que pour les enseignants qui passent également d'une filière à une autre, qu'on ne parle pas de « redescendre » de filière, car, pour moi, il n'y a pas de hiérarchie; et s'il y en a une, elle n'a pas lieu d'être.

Pourtant, on peut avoir un sentiment de hiérarchie, avec le système d'enseignement que l'on a actuellement; et le tronc commun tel qu'il est imaginé aujourd'hui devrait aider à faire en sorte que ces filières soient côte-à-côte, sans idées de hiérarchie, de supériorité, de relégation...

Dans le débat autour du tronc commun, il est bon qu'il y ait des avis divergents, car c'est en osant

Les atouts essentiels d'un enseignant sont l'exigence et la bienveillance envers les élèves. Il faut surtout de l'enthousiasme didactique, vis-à-vis de la matière, et une vraie motivation pédagogique, c'est-à-dire un véritable intérêt pour les élèves.

débattre avec des personnes ayant des opinions différentes que l'on prend les meilleures décisions. Les directions ont peut-être leur mot



à dire mais les enseignants sont directement concernés, car ils sont au quotidien face aux élèves. Ces derniers peuvent être démotivés, vivre un complexe d'infériorité ou encore s'enfermer dans une filière qui ne leur correspond pas.

S'il y a allongement du tronc commun, la difficulté est de l'organiser, car il est très difficile à mettre en œuvre. J'estime que les avantages qui lui sont liés sont sous-estimés. Le fait que les élèves vont enfin pouvoir tester une autre filière que la leur va leur permettre de choisir en connaissance de cause, grâce à une expérience

de terrain, à la pratique... Ainsi, ils pourront travailler beaucoup mieux, dès lors qu'ils vont trouver du sens, du concret, à travers une filière vers laquelle ils se sont dirigés par choix et non par dépit.

L'avantage de cette mesure, pour les établissements scolaires, est qu'elle les amène à approcher un ensemble de filières, ainsi que les différents types d'élèves qui les suivent. Elle permet également d'aborder une diversité de personnes, de savoirs, de savoir-être et de savoir-faire. C'est positif, pour l'école et pour la société.





PASCAL GUILIN,
Directeur de l'Institut Technique de Namur

ÉLÈVES/INTERVENANTS SCOLAIRES REGARDS CROISÉS

L'élargissement du tronc commun sera négatif pour les élèves qui ont déjà fait le choix d'une option ou d'une filière, et qui devront attendre la 4^e pour enfin commencer leur projet.

La Finlande ou l'Allemagne, où un tronc commun large fonctionne très bien, possèdent un budget pour l'enseignement cinq fois supérieur au nôtre.

Cependant, l'élargissement sera positif concernant la revalorisation et les moyens qui devraient être mis dans l'enseignement maternel et primaire. Il sera également positif concernant le fait que l'ensemble des élèves auront

reçu une formation solide jusqu'en 3^e, ce qui devrait leur permettre d'aborder n'importe quel type d'apprentissage par la suite.

Pour mieux comprendre la problématique, il faut bien voir que le plus important est de s'intéresser à l'élève. Il faut le suivre, l'écouter, le comprendre, connaître ses projets et ses envies. Par contre, il est difficile pour l'enseignant d'accomplir cette tâche. Souvent, l'élève, lui-même ne sait pas ce qu'il veut faire. La solution passe sûrement par la transmission de conseils et de bons procédés pour permettre aux élèves de faire les bons choix.

À quel moment doit-on le faire? Là est la question. Et avec l'élargissement du tronc commun, on va devoir le faire de plus en

plus tôt. Il faut donner la possibilité à chaque élève de faire ce qu'il a envie. Il faudrait mettre toute une série de cours en option dans la filière générale, et permettre à d'autres cours, je veux dire par là des cours du technique et du professionnel, d'avoir leur place dans le programme du général. Cela permettrait à l'élève d'aborder un ensemble de matières venant de toutes les filières. Le tronc commun ne préconise pas cela, c'est pourquoi j'estime qu'il ne va pas assez loin.

Il est temps de faire comprendre à la société que nous sommes dans l'erreur, actuellement. Nous sommes dans un système où l'on pousse tout le monde à faire du général parce que c'est bien vu, dans l'imaginaire collectif. La méconnaissance des autres filières est telle qu'elles ne sont considérées que comme des derniers choix, des choix de relégation.





LORIS G.,
Élève à l'ITN, option travaux publics

ÉLÈVES/INTERVENANTS SCOLAIRES REGARDS CROISÉS

Concernant le tronc commun, deux visions sont intéressantes : l'idée de son allongement, ainsi que celle d'un changement des programmes. Concernant ce dernier point, la proposition est excellente. Dès les primaires et durant les premières années du secondaire, les jeunes seront ouverts à beaucoup plus d'options et en contact avec divers apprentissages, que ce soit du manuel, de l'artistique, du scientifique...

Au sujet de l'allongement du tronc commun, nos avis sont plus divisés, car chaque élève est différent et a des besoins différents. Dans notre classe, certains ont su très tôt ce qu'ils voulaient faire. Par exemple, l'une de nos camarades a commencé à travailler le bois dès l'âge de quatre ans, avec un proche, et a dû attendre la fin du tronc commun pour pouvoir

enfin réaliser sa passion. Pour un autre, le parcours scolaire a été laborieux et peu productif, avant qu'il ne se dirige enfin vers l'option qui lui convenait. D'autres élèves de la classe ne sont toujours pas totalement sûrs de ce qu'ils veulent faire.

L'essentiel des changements à apporter au système actuel, c'est l'ouverture à toutes les options dès le plus jeune âge et, également, l'arrêt de la relégation de l'élève vers l'enseignement technique et professionnel.

Avoir plus de matières générales en filière professionnelle ou technique aiderait à se préparer



pour les études supérieures. L'inconvénient est qu'il y aurait moins d'heures d'options pratiques, d'apprentissage du métier. En ce qui concerne le professionnel, les élèves s'y sont inscrits pour avoir moins de cours théoriques et plus de pratique. Ce n'est pas qu'une envie, pour certains élèves, c'est aussi un besoin. Pour s'épanouir,

certains élèves ont besoin d'avoir accès à des options dans lesquelles ils peuvent s'investir pratiquement et utiliser d'autres ressources.

De plus, dans les options qualifiantes et professionnalisantes, beaucoup d'élèves vont aller sur le marché du travail directement, en sortant de l'école. Ce qui implique que leur formation de base doit être assez solide pour les préparer à leur métier futur ; ils ont donc besoin de ces cours d'option.

Plus généralement, poser le choix du métier que l'on va faire pendant 40 ans ne devrait pas se faire à un âge précis ou trop tôt, mais plutôt au rythme de chacun.



ÉLÈVES/INTERVENANTS SCOLAIRES REGARDS CROISÉS

AMAURY,

Élève à l'ITN, option équipements thermiques

Un étudiant est souvent indécis sur son avenir professionnel, il hésite entre le général ou le professionnel... L'avantage de la filière générale est qu'elle prépare mieux ceux qui veulent aller à l'université ou à la haute école. L'inconvénient est que si on fait les générales et qu'on se rend compte durant le parcours qu'on aurait dû se diriger vers le technique, on peut avoir perdu deux ou trois années d'école. L'avantage d'une filière technique ou professionnelle est qu'on sort de notre rhétorique ou de notre 7^e, pour les professionnels, avec un métier dans nos mains, un métier qu'on aime la plupart du temps. L'inconvénient, c'est que le niveau des cours généraux en technique et professionnel est un peu trop bas.

Personnellement, j'ai choisi une option car elle mène au métier d'un parent à moi. J'avais eu la chance d'aller travailler une journée avec lui et ça m'avait vraiment plu.

Certaines matières du général peuvent apporter un bénéfice à un élève au niveau de la culture - ce qui manque cruellement, dans certaines options, en technique.

Concernant l'élargissement du tronc commun, je n'arrive pas à me positionner. Même si certaines mesures seront positives d'autres me gênent.



Je suis en accord avec l'idée qu'il faut être plus mature pour choisir son option. L'âge pour être sûr du métier ou de l'option qu'on veut faire, c'est vers 16, 17 ans ; on n'est pas sûr avant. Il faut avoir le temps de réfléchir et être sûr de ne pas se tromper, sinon ce sont des années perdues.

Par contre, je suis contre le rajout des heures de cours généraux au sein des cours techniques : c'est pour la pratique, qu'on choisit le technique.

Et en même temps l'idée d'augmenter le niveau des cours

généraux, d'avoir des cours de philosophie ou de droit, me plait beaucoup.



Si je n'arrive pas à me positionner, c'est car je suis contre le fait d'enlever des heures de travaux pratiques.



ÉLÈVES/INTERVENANTS SCOLAIRES REGARDS CROISÉS

LORIS P.,

Élève à l'ITN, option équipements thermiques

Je pense que l'élargissement du tronc commun poserait problème car nous sommes venus en technique pour avoir plus de cours de pratique et apprendre notre futur métier. Notre volonté est d'avoir moins de cours généraux.

De plus, certains viennent en professionnel parce qu'ils n'arrivent plus à suivre en général. Si l'on augmente les cours généraux, on diminue les cours techniques et cela permet moins de pratique. Ce serait vraiment un obstacle pour plus tard, car on arriverait dans le monde du travail avec beaucoup moins d'apprentissage.

Pourquoi vouloir imposer des connections entre les filières? Selon moi, les deux doivent exister et répondre aux besoins de différents profils.

Concernant le général, si l'on a envie de faire plus tard la haute école ou des études universitaires, il est très important d'être bien

formé, bien préparé, et la filière générale le fait bien. Par contre, dans le technique, on est moins formés à suivre des cours après notre scolarité, mais on sort avec un diplôme dans les mains. En filière générale on est obligé de faire des études supérieures pour pouvoir travailler...

Souvent, on a envie de s'orienter vers une option mais, finalement, un ou deux ans plus tard, on se dit qu'on n'a pas forcément envie de continuer. C'est ce que j'ai vécu. Je me suis orienté vers l'électricité vers 16 ans et, un an plus tard, je me suis dit que ce n'est pas du tout ce que j'avais envie de faire. Finalement, j'ai recommencé une année, j'ai fait une année pour rien. C'est vraiment bien d'attendre le plus tard possible et de bien réfléchir pour choisir son futur métier parce qu'on risque de faire un mauvais choix et de perdre des années de travail. Cet aspect-là du tronc commun me dérange moins.



UNE SYNTHÈSE

Suivant différentes réflexions, l'école pourrait être considérée comme une usine à diplômés. Certains osent même la comparer à une entreprise capitaliste comme une autre, avec ses résultats obligatoires, ses statistiques, ses capitaux et ses bénéfiques. L'absorption de la connaissance y serait privilégiée, au détriment de l'apprentissage de la citoyenneté et de valeurs humaines pourtant essentielles à la société.

Tous sont d'accord sur le fait que le bien-être et la participation de l'élève sont très importants, mais beaucoup pensent également que les moyens pour promouvoir ce bien-être et une participation qualitative sont insuffisants.

Nous sommes au cœur du débat, le monde académique et beaucoup d'élèves se lèvent pour applaudir un apport bien plus large de savoirs et de savoir-être, auparavant bien souvent réservés aux privilégiés de l'enseignement général.

D'autres pointent un sacrifice d'une année ou plus au détriment de leur projet professionnel. De leur point de vue, il ne faut pas perdre des heures qui pourraient être consacrées à l'apprentissage du métier.

PRESCRIT CITOYEN ET EXIGENCE DE L'ENTREPRISE EN BALANCE

La société civile organisée représente un des piliers du système démocratique, et son rôle dans le débat de société est central. Le débat autour de l'élargissement du tronc commun la concerne donc pleinement. Nous avons donc rencontré différents acteurs de l'associatif – des domaines sociaux comme culturels –, et nous nous sommes entretenus avec eux autour des enjeux en lien avec cette problématique.

Nos échanges ont ainsi tourné autour des positionnements des acteurs interrogés à l'égard des rôles centraux de l'école et, par là-même, à l'égard des différents points de vue politiques avancés dans les débats concernés.

Les discussions ont aussi porté sur les apports possibles de l'associatif en matière d'orientation socioprofessionnelle des jeunes, et de réussite de leur insertion dans la société. Plus fondamentalement, nous nous sommes également penchés sur les types de projets de société défendus par les acteurs en question, puisque cela rejoint bien sûr intimement la conception que chacun se fait du rôle de l'école.



CHARLOTTE THOMAS,
Formatrice au FOREM

QUAND LES CORPS INTERMÉDIAIRES S'EXPRIMENT

Il serait intéressant, dans le cadre des réformes qui doivent être menées, d'interpeller les responsables politiques et de l'enseignement sur le fait que l'école ne doit pas rester centrée sur elle-même. Nous nous rendons compte que ce qui peut aider un jeune à trouver un emploi, aujourd'hui, c'est le fait qu'il soit déjà en contact avec le marché du travail ou qu'il ait conscience de ce que l'on attend de lui, dans l'entreprise.

Les programmes qui vont être mis en œuvre aujourd'hui doivent répondre à un réel besoin du marché, car si l'école ne propose pas des profils qui correspondent aux attentes des employeurs, les élèves ne trouveront pas de travail. C'est important d'interroger le monde professionnel.

Aujourd'hui, il existe des études sur les métiers qui seront en pénurie dans les 5 ans à venir, ainsi que sur les nouveaux types de métiers,

mais les écoles et les décideurs politiques ne s'y intéressent pas. Ils ne réagissent pas, et c'est dommage, car on dispose d'une mine d'informations.

Le problème de ce désintérêt est qu'on va se retrouver avec une série de métiers pour lesquels personne n'aura été formé.

Par rapport au tronc commun, l'important c'est que, peu importe la filière dans laquelle on se trouve, l'école doit former des citoyens, c'est-à-dire des gens qui vont être capables d'entrer sur le marché du travail avec certains savoirs mais aussi et surtout des savoir-être.

L'entreprise peut encore former un jeune qui sort de l'école avec des manquements techniques ou théoriques, et donc rattraper le retard de l'école. Par contre, l'entreprise ne va pas éduquer une personne, elle ne va pas en faire un citoyen. Si l'école ne remplit pas ce rôle, qui le fera ?



THIERRY EVENS,
Responsable – UCM

QUAND LES CORPS INTERMÉDIAIRES S'EXPRIMENT

Parfois, on a l'impression qu'il y a un décalage entre ce que l'on apprend dans les écoles et ce qu'est le travail sur le terrain. Certaines écoles ne sont sans doute pas assez au fait de l'évolution des techniques et de la façon réelle de travailler. Il y a des choses qui se font, mais il est vrai qu'un certain nombre de jeunes arrivent au bout des études avec un bagage sans doute suffisant mais non adéquat.

La première chose que l'entreprise attend d'une personne, c'est d'avoir des compétences humaines, donc une capacité à s'adapter à l'équipe, une motivation, une ponctualité, un travail correct. Qualités que l'école n'est pas censée enseigner, mais je pense qu'on y développe quand même une certaine discipline : le fait d'intégrer un groupe et de respecter un certain nombre de règles.

Ce qu'on attend d'une personne, c'est la capacité d'apprendre. On dit à présent, avec l'intelligence artificielle, que dans une vingtaine d'années, les métiers actuels, soit, auront disparu, soit seront profondément transformés. Cela veut dire, concernant les personnes qui sortent aujourd'hui de l'école, qu'une sur deux devra être capable, dans dix ans, de faire autre chose que ce à quoi elle se destine maintenant.

Pour revenir au sujet bouillonnant de l'actualité, je dirais que dans la philosophie du pacte d'excellence et du tronc commun, il y a trois éléments très positifs. Le premier, c'est de donner une bonne formation de base en mathématiques, en sciences et en français, c'est ce qu'attendent les entreprises. Le deuxième bon objectif est d'ouvrir tout le monde



à davantage de métiers techniques et de ne pas rester purement dans la théorie, d'ouvrir les portes plus largement. La troisième chose, c'est la volonté de revoir l'enseignement qualifiant et de ne plus avoir des filières disparates, comme aujourd'hui, entre le technique, le professionnel et les formations en alternance avec une multitude d'acteurs et de réseaux. Il y a l'objectif de tout recentrer et de faire de la formation qualifiante

une vraie formation, qui aurait une valeur égale à une formation plus théorique. Ce sont les trois objectifs valables, dans le pacte d'excellence. Le tronc commun permet d'y répondre.

Maintenant, il y a une grande question : est-ce que, pour cela, il faudrait allonger le tronc commun d'une année, comme on le prévoit pour le moment ?





QUAND LES CORPS INTERMÉDIAIRES S'EXPRIMENT

STÉPHAN SEYNAEVE,

*Permanent syndical à la SLFP Enseignement,
syndicat des enseignants*

Concernant le pacte d'excellence et plus particulièrement le tronc commun, nous avons été associés à tous ces travaux, et avons émis des avis lors des différentes étapes de la construction du projet.

Il ne faut pas obliger tout le monde à suivre des cours magistraux, avec beaucoup de théorie et peu de pratique.

Ce pacte d'excellence introduit de nouveaux domaines, comme le PECA (Parcours Éducatif à la Culture et aux Arts). Il s'agit d'une innovation avec laquelle nous étions en accord. Notre syndicat était assez enthousiaste, à l'idée d'aborder ce PECA dans le tronc commun, donc nous avons apporté notre petite pierre à l'édifice.

Nous sommes bien d'accord que pour réformer le système, il y a des changements à faire, des améliorations à apporter, et peut-être que cela passera par des réformes qui toucheront un peu le personnel. On pourrait dire que c'est acceptable, mais pas à n'importe quel prix et pas dans n'importe quelle mesure.

En ce qui concerne le tronc commun, notre organisation syndicale et nos affiliés sont opposés à un allongement jusqu'à la troisième secondaire.

Nous voulons pouvoir laisser la liberté à chacun de choisir sa route pour arriver à l'objectif qu'il s'est fixé. Cet élargissement empêchera des jeunes, qui sont plus manuels qu'intellectuels, de mettre tout de suite les mains dans le cambouis, de travailler en atelier. On aimerait

pouvoir leur laisser cette possibilité. Maintenant, ça n'empêche pas qu'il faut absolument avoir une bonne base, que ce soit en français, en mathématiques, en sciences, etc. Il faut que cette base soit acquise avant de pouvoir s'engager par ailleurs.



On ne peut pas nier que certaines choses qu'on attendait depuis très longtemps ont déjà été mises en place. L'enseignement maternel, pourtant essentiel, était vraiment un parent pauvre. Grâce au pacte, des moyens supplémentaires lui sont attribués et des référentiels seront enfin rédigés. Les instituteurs de

maternelle auront dorénavant des balises d'apprentissage très claires.

On se rend bien compte qu'il y a une grande quantité de jeunes qui sortent de l'enseignement secondaire sans poursuivre des études dans le supérieur et qui restent là sans trouver de travail, ou encore qui se retrouvent dans des emplois pas très glorifiants, précaires, autant de situations créant de grandes difficultés pour démarrer dans la vie. C'est là que, en tant que syndicat, nous pouvons être touchés au quotidien, car ces jeunes arrivent chez nous pour s'inscrire au chômage.

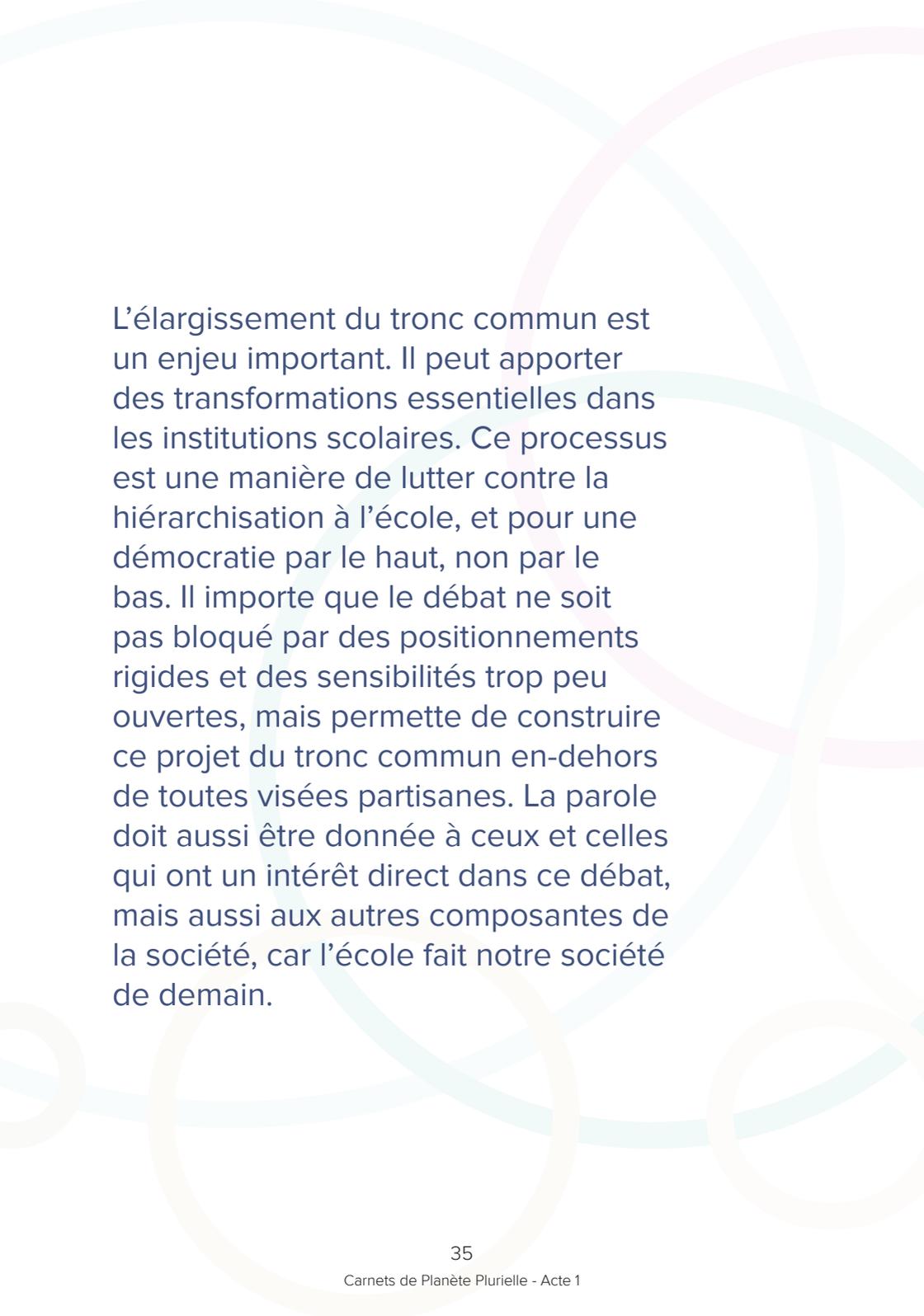
Ce qui est dramatique, c'est qu'il y a des métiers en pénurie - il est difficile de trouver un peintre, un carreleur, un boucher... Mais ces métiers n'ont jamais été mis en valeur, auprès des jeunes.

UNE SYNTHÈSE

Les organisations et institutions liées à l'emploi remarquent que les profils demandés sur le marché du travail sont multiples, et parfois davantage techniques que théoriques. Cela reste une approche stéréotypée de se dire que les universitaires sont plébiscités.

Ceci rejoint l'avis des élèves rencontrés quant à la nécessité d'éveiller l'intérêt des différents profils, de leur transmettre l'amour du métier, de leur proposer au plus tôt un éventail de possibilités multiples et variées, afin qu'ils puissent effectuer des choix suffisamment éclairés, le moment venu.

Malheureusement, les institutions évoquées sont bien souvent soumises à la logique du marché. Ainsi, dans une certaine mesure, ils ne font donc que constater les problématiques qu'ils actent, consciemment ou pas, au quotidien.



L'élargissement du tronc commun est un enjeu important. Il peut apporter des transformations essentielles dans les institutions scolaires. Ce processus est une manière de lutter contre la hiérarchisation à l'école, et pour une démocratie par le haut, non par le bas. Il importe que le débat ne soit pas bloqué par des positionnements rigides et des sensibilités trop peu ouvertes, mais permette de construire ce projet du tronc commun en-dehors de toutes visées partisans. La parole doit aussi être donnée à ceux et celles qui ont un intérêt direct dans ce débat, mais aussi aux autres composantes de la société, car l'école fait notre société de demain.



Avec la participation de : Maxime Prévot, Jean-Charles Luperto, Marie-Martine Schyns, Willy Borsus, Thierry Warmoes, Benjamin Moriamé, Pascal Guilin, Charlotte Thomas, Thierry Evens, Stéphan Seynaeve, Amaury, Loris G., Loris P.



Avec le soutien de

